

Introduction. Territoire et environnement

Stéphane Castonguay et Dany Fougères

Volume 68, numéro 3-4, hiver–printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033633ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033633ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Castonguay, S. & Fougères, D. (2015). Introduction. Territoire et environnement. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 68(3-4), 191–196.
<https://doi.org/10.7202/1033633ar>

Introduction

Territoire et environnement

STÉPHANE CASTONGUAY
*Département des sciences humaines
Université du Québec à Trois-Rivières
Centre interuniversitaire d'études québécoises*

DANY FOGÈRES
*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal
Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal*

Au cours des dernières décennies, des travaux s'inscrivant dans le sillon de l'histoire environnementale ont interrogé la dynamique des interactions entre la société et son milieu en insistant sur les représentations et les institutions qui ont encadré ces interactions. Pareilles interrogations engageaient dans une voie neuve une réflexion entamée par les spécialistes de la géographie historique qui prenaient en compte les dimensions spatiales et matérielles du changement social. Plutôt que d'être conçue uniquement comme un ensemble de caractéristiques physiques à l'arrière-scène d'une socio-économie en constante mutation, la transformation des milieux biogéophysiques occupés par les sociétés passées et présentes s'est retrouvée au cœur des changements socioculturels à l'étude.

En maintenant la focale sur les régimes de représentations et les institutions, l'histoire des rapports sociaux à l'environnement tend par contre à délaisser les acquis de la géographie historique, alors même que celle-ci se renouvelle au contact de spécialités des sciences humaines et sociales, comme la philosophie politique, les *sciences studies* et l'anthropologie

culturelle¹. De la même manière que la géographie culturelle a réduit son propre rapport au sol², le territoire, dans ses dimensions matérielles – lire écologiques – et intellectuelles est trop rapidement évacué de l'analyse historique comme si le terme fourre-tout de « nature » – en soi fortement et nécessairement questionnable – devait inclure les lieux de son déploiement et les maintenir dans des frontières inamovibles. Enfin, de nouveaux outils informatiques permettent la spatialisation de l'activité humaine dans une dimension diachronique pour saisir conjointement les transformations de l'espace et de la société³. L'étude des changements des pratiques spatiales et des régimes de représentation de l'espace peut recadrer les récentes contributions de l'histoire environnementale dans le sillon de la géographie historique. C'est précisément l'objectif de la présente parution de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, près de dix ans après la publication d'un numéro thématique sur les rapports sociaux à la nature⁴.

Il s'agit bien ici de re-situer au cœur de la réflexion historique le territoire qui, en nom sinon en idée, s'immisce depuis longtemps dans l'étude des sociétés de l'Amérique française. En effet, la littérature scientifique, mais aussi pamphlétaire et technocratique, s'interroge régulièrement sur le territoire comme lieu et milieu d'accueil de l'activité humaine, notamment pour son administration et son occupation, pour sa mise en valeur et son exploitation, ou encore pour la définition des contours d'une identité régionale ou nationale. En 1848, Guillaume Lévesque prononce une conférence au titre évocateur : « De l'influence du sol et du climat sur le caractère, les établissements et les destinées des Canadiens⁵ ». Pour son auteur, patriote et membre de l'Association des frères-chasseurs, le territoire est un agent identitaire du peuple canadien-français. En 1929, alors que la croissance industrielle en région se pose devant « l'amour du sol

1. Bruce Braun, « Producing Vertical Territory: Geology and Governmentality in Late Victorian Canada », *Ecumene*, 7, 1 (2000) : 7-46; David N. Livingstone, « Landscapes of Knowledge », dans Peter Meusburger et Heike Jöns, dir., *Geographies of Science* (Dordrecht, Springer, 2010) : 3-22; Stuart Elden, « Land, Terrain, Territory », *Progress in Human Geography*, 34, 6 (2010) : 799-817; Claude Raffestin, « Space, Territory, and Territoriality », *Environment and Planning D: Society and Space*, 30, 1 (2012) : 121-141.

2. Angelo Torre, « Un « tournant spatial » en histoire? Paysages, regards, ressources », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63, 5 (2008) : 1127-1144.

3. Anne Kelly Knowles, dir., *Past Time, Past Place: GIS for History* (Redlands, CA, ESRI Press, 2002); Anne Kelly Knowles, dir., *Placing History: How Maps, Spatial Data, and GIS Are Changing Historical Scholarship* (Redlands CA, ESRI Press, 2008); Jennifer Bonnell et Marcel Fortin, dir., *Historical GIS Research in Canada* (Calgary, University of Calgary Press, 2014).

4. Stéphane Castonguay, dir., « Les rapports sociaux à la nature : l'histoire environnementale de l'Amérique française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 60, 1-2 (2006) : 5-203.

5. *Institut canadien de Montréal*, le 29 janvier 1848. Voir : Aurélien Boivin, « Lévesque, Guillaume », *Dictionnaire biographique du Canada/Dictionary of Canadian Biography*, vol. VIII (1851-1860), Québec/Toronto, Université Laval/University of Toronto, En ligne.

ancestral » et ses valeurs, M^{gr} Albert Tessier de Trois-Rivières écrit le « Réveil régionaliste » dans lequel il suggère qu'évoquer « le décor » permet de comprendre la petite patrie (la région) et la grande patrie (le pays)⁶. Une dizaine d'années plus tard, dans un contexte où les problèmes économiques et sociaux se font pressants, l'économiste Esdras Minville dirige les travaux d'universitaires et de fonctionnaires aux horizons disciplinaires différents, mais qui tous traitent de l'interaction entre la société québécoise et le territoire, notamment au regard de ses ressources naturelles⁷. Cette entreprise d'envergure mène à la publication de *Notre milieu. Aperçu général sur la province de Québec*⁸.

Dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, l'essor des sciences sociales et la mise en place d'un solide appareil technocratique participent à un nouveau mode d'appréhension du territoire, sous l'horizon pragmatique d'un État en croissance accélérée. La « planification territoriale » fait ses débuts avec la remise en place du *Conseil d'orientation économique du Québec* en 1961, puis la création du *Bureau d'aménagement de l'est du Québec* en 1963 et celle de l'*Office de planification et de développement du Québec* en 1969. Animé par une nouvelle classe de fonctionnaires universitaires, l'État pense plus que jamais auparavant saisir le lien entre l'occupation du territoire et la population⁹.

Sans se vouloir exhaustif, ce retour impressionniste nous permet d'apprécier que le territoire a recouvert une diversité de significations, d'appellations et d'usages. Il en est allé de même dans la recherche historique sur l'Amérique française. Au contact des travaux en géographie et en histoire au Canada anglais et de l'histoire sociale et économique de l'École des Annales en France, l'analyse spatiale a pris place dans les démarches d'enquête¹⁰. Plus récemment, des programmes de recherche majeurs ont contribué à ancrer solidement les rapports entre population et territoire au

6. Albert Tessier, « Réveil régionaliste », *Almanach de la langue française* (Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1929) : 102-103.

7. Au même moment, le géographe français Raoul Blanchard mène ses recherches sur le Québec, où le territoire devient une donnée au service d'une population qui a à capturer les possibilités du milieu. Ses recherches débouchent sur la publication d'une série de monographies à partir des années 1930, puis d'une synthèse, *Le Canada français, Province de Québec, étude géographique* (Paris, Arthème Fayard, 1960).

8. Esdras Minville, dir., *Notre milieu. Aperçu général sur la province de Québec* (Montréal, Fides, 1942).

9. Voir, notamment, Marc-Urbain Proulx, *L'économie des territoires au Québec : aménagement, gestion, développement* (Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002).

10. Par exemple, Albert Faucher, *Québec en Amérique au XIX^e siècle. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie* (Montréal, Fides, 1973), ainsi que Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle* (Paris et Montréal, Plon, 1974).

cœur de la réflexion historique¹¹. D'une part, le géographe Serge Courville et les historiens Jean-Claude Robert et Normand Séguin ont lancé un chantier de recherche pour comprendre comment s'est déployée l'organisation de la société québécoise autour de la voie laurentienne et les productions territoriales qui en ont découlé¹². D'autre part, Fernand Harvey a démarré le chantier des histoires régionales pour saisir l'interaction historique entre identité et lieu à travers le Québec¹³. La dimension spatiale, si chère à une certaine tradition de la recherche historique, semble toutefois abandonnée depuis quelque temps¹⁴, au profit de catégories et d'analyses qui campent des interactions sociales dans un espace plat sans ressources, ni frontières, aux mobilités limitées.

De la même manière que les auteurs évoqués dans les précédents paragraphes ont formulé une réflexion territoriale propre à leur temps, les articles de ce numéro thématique de la *RHAF* interrogent les modalités de mise en forme du territoire à partir d'objets communs de l'histoire environnementale : les changements climatiques, les espaces fluviaux, la pollution industrielle, l'exploitation forestière, les paysages touristiques, l'extraction minière, les politiques d'aménagement, les parcs nationaux. Les colons voient le territoire de la Nouvelle-France sous la lorgnette du Vieux Continent, quant au climat qu'il recouvre et aux ressources qu'il recèle. Dans la vallée du Saint-Laurent est disputé l'axe d'un peuplement aux échelles variées, de l'écoumène au continent, voire à l'Empire britannique. Les acteurs s'affrontent pour imposer des territorialités incompatibles en matérialisant l'environnement, par l'aménagement d'un pont de glace ou le dragage d'un chenal de navigation. L'espace urbain est également un site d'expression de rapports de force pour délimiter la portée et le seuil de

11. Mentionnons également des initiatives comme l'exposition du Musée de la civilisation et l'ouvrage qui en est tiré : Marie-Charlotte De Koninck, dir., *Territoires. Le Québec : habitat, ressources et imaginaire* (Québec, Éditions MultiMondes, 2007).

12. Dans la collection des Atlas historiques du Québec, citons, de Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995) et Serge Courville, dir., *Population et territoire* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996), ainsi que Claude Boudreau, Serge Courville et Normand Séguin, *Le territoire* (Sainte-Foy, Les Archives nationales du Québec et Les Presses de l'Université Laval, 1997).

13. Fernand Harvey, « Le chantier sur l'histoire des régions du Québec », dans Roch Côté et Michel Venne, dir., *L'annuaire du Québec 2003* (Montréal, Fides, 2002) : 351-353. Voir aussi Normand Perron, « Le Chantier des histoires régionales : développement et perspectives », Communication au colloque de l'Association de science régionale de langue française, Actes du colloque Territoires et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement régional. Université du Québec à Rimouski, 25-27 août 2008.

14. Claude Bellavance et Marc Saint-Hilaire, « Le temps et l'espace comme catégories d'analyse chez les historiens et les géographes québécois (1984-2002) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 110, 4 (2003) : 37-52.

tolérance vis-à-vis de nuisances – particulières et olfactives – émises dans l’atmosphère et qui accompagnent les « cheminées du progrès¹⁵ ». De nouveaux territoires se dessinent autour des ressources naturelles – minerais amiantifères ou matière ligneuse – dont l’extraction encourage l’enracinement de communautés, même si celles-ci s’en trouvent parfois aliénées.

Enfin, les articles nous donnent à apprécier le rôle des savoirs, notamment des experts gouvernementaux, dans la mise en forme de territoires, par national ou région administrative, abordés comme espace occupé et représenté, comme produit d’une construction idéale et d’un façonnement matériel. Notons par contre – et certaines contributions le soulignent également – que les entreprises privées constituent aussi des acteurs clés du développement territorial, non seulement pour l’exploitation de ressources naturelles et l’occupation du territoire, notamment en milieu urbain, mais aussi pour les réseaux et les savoirs qu’elles mobilisent et produisent¹⁶.

En abordant différentes modalités de formation et d’appropriation du territoire, de définition et de matérialisation conséquente de ces représentations, les contributions de ce numéro thématique nous permettent d’envisager un espace de relations qui délimitent les contours et définissent les accès de ce même espace, mais également un lieu composé de ressources, avec une topographie et des infrastructures, façonné par le temps et l’action humaine. En cela, les questionnements mis de l’avant demeurent habités par le travail des géographes qui présentent le territoire comme un ensemble de caractéristiques que des savoirs, formels et vernaculaires, appréhendent pour en faire un objet et un instrument de pouvoir.

Habituellement pensé dans ses rapports avec l’État-nation dans une géographie politique qui a fait son temps¹⁷, le territoire devient ici un milieu de vie et de travail, un lieu dont les contours se redessinent à la faveur de conflits également¹⁸. Objet et projet des interactions sociales, il s’y redessine matériellement et cognitivement et devient une ressource pour les parties en cause, notamment par des communautés qui l’habitent et qui le ressen-

15. L’expression est de Stephen Mosley, *The Chimney of the World : A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester* (Cambridge, White Horse Press, 2001).

16. Claude Bellavance et Pierre Lanthier, dir., *Les territoires de l’entreprise / The Territories of Business* (Sainte-Foy, Les Presses de l’Université Laval, 2004); Robert Lewis, *Networking Chicago : Manufacturing Networks and the Metropolitan Industrial Landscape. 1865-1940* (Chicago, University of Chicago Press, 2008); Matthew Evenden, *Allied Power : Mobilizing Hydro-Electricity during Canada’s Second World War* (Toronto, University of Toronto Press, 2015).

17. Felix Driver, « Political Geography and State Formation : Disputed Territory », *Progress in Human Geography*, 15, 2 (1991) : 268-280.

18. Guillaume Blanc, *Une histoire environnementale de la nation. Regards croisés sur les parcs nationaux du Canada, d’Éthiopie et de France* (Paris, Publications de la Sorbonne 2015).

tent: elles en font quotidiennement l'expérience, par les repères que le territoire fournit et par la forme qu'il prend en conséquence de ces expériences perceptuelles¹⁹. À l'origine de conflits et de transformations sociales et culturelles, le territoire comprend des aspects processuels qu'il faut dégager pour saisir les phénomènes à l'étude dont il est partie prenante.

19. Joy Parr, *Sensing Changes Technologies, Environments, and the Everyday, 1953-2003* (Vancouver, University of British Columbia Press, 2009).